

Je ne crois pas non plus que ma façon d'évaluer le budget et ses répercussions soit bien différente de celle de la majorité des députés. Je me fonde sur les discours prononcés par les députés des deux partis d'en face que j'ai lu. Apparemment, ils s'efforcent par tous les moyens de trouver des raisons de critiquer, sauf certains députés d'un parti qui croient que le gouvernement n'a rien fait parce qu'il n'a pas augmenté le déficit de 10 milliards. Je ne suis absolument pas d'accord avec eux là-dessus et je ne pense pas que ce soit là une façon rationnelle de critiquer l'attitude du gouvernement.

D'autres ont beaucoup hésité à critiquer sévèrement les programmes. Hier après-midi, j'ai entendu des députés critiquer la politique gouvernementale qui est en vigueur depuis six à douze mois. On a très peu parlé des nouveaux programmes novateurs, créateurs et efficaces proposés dans le budget.

C'est un débat sur le budget, monsieur le Président. Si la motion du ministre demande à la Chambre de confirmer qu'elle a confiance dans la politique économique que le gouvernement a proposée dans son budget, pourquoi l'opposition essaie-t-elle de démolir cette politique et refuse-t-elle d'étudier sérieusement les mesures proposées? C'est certainement parce qu'elle a du mal à trouver quoi que ce soit à critiquer.

Cette réaction reflète celle que le budget a suscitée dans d'autres secteurs de la société. Je veux parler de certains organismes, notamment de l'Association des manufacturiers canadiens, de la Chambre de commerce du Canada, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, de l'Organisation canadienne des petites entreprises et de Centraide au sujet des changements à l'égard des dons de charité.

● (1125)

La plupart des Canadiens en dehors de la Chambre sont d'avis que le budget répond aux besoins. C'est un bon budget. Il nous aidera à progresser dans nos efforts en vue d'amorcer une relance économique. Tels sont les faits, monsieur le Président. Exception faite des critiques des députés, les Canadiens estiment que c'est un bon budget, que notre politique est judicieuse, que la relance économique sera favorisée par ce budget, que le nombre d'emplois créés sera beaucoup plus élevé qu'autrement, que nous allons réussir à surmonter le chômage, que nous allons continuer à poursuivre notre lutte contre l'inflation, que les taux d'intérêt vont stimuler la croissance économique et que nous allons jouir d'une prospérité renouvelée grâce à ce budget.

L'opposition ne peut formuler de critique précise au sujet du budget. Elle ne peut que s'en tenir à des généralités au sujet de politiques en vigueur depuis un an ou plus. Cela me prouve que non seulement les députés de l'opposition croient honnêtement et en toute franchise que telle est la situation, mais qu'ils sont assez habiles pour comprendre que la population ne les croira guère s'ils interviennent à la Chambre pour dire des choses qui sont diamétralement opposées à ce qu'on dit en dehors de la Chambre. En toute franchise, monsieur le Président, nous allons constater d'ici une semaine que les interventions des

Le budget—M. Evans

députés de l'opposition dans le cadre du débat sur le budget seront parmi leurs plus modérées depuis bien des années.

Le ministre a présenté un budget qui propose la réalisation de travaux publics nécessaires. Il stimule l'investissement, ce qui veut dire que la croissance sera stimulée. Il propose des mesures destinées à accroître le capital social de l'économie, une mesure dont on a grandement besoin afin d'éviter l'endettement des entreprises qui n'auront plus à subir les fluctuations des taux d'intérêt. Le budget apporte un nouveau stimulant dans le secteur de l'habitation. Il propose la création directe d'emplois et l'amélioration des programmes de formation en vue de fournir des emplois à nos jeunes. Il propose de nouveaux stimulants à la recherche et au développement qui sont d'une si grande importance dans ma région. Je suis ravi et enchanté, comme le sont mes commettants qui travaillent à des emplois de haute technicité ou qui œuvrent dans la recherche et le développement, des initiatives que renferme le budget de l'autre soir. Toutes ces choses vont se traduire par une croissance économique, la création d'un plus grand nombre d'emplois et une baisse du chômage, ce qui est précisément ce que les Canadiens et les députés de l'opposition réclament depuis quelque temps.

En terminant, monsieur le Président, je félicite le gouvernement et le ministre des Finances (M. Lalonde) d'avoir présenté un excellent budget, tout à fait approprié à la conjoncture et efficace. Depuis quelques minutes, j'entends des députés de l'opposition faire des observations. Il y a une période de questions de dix minutes et je leur répondrai volontiers à ce moment-là.

M. Deans: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député. Je participe rarement à la période des questions, mais je ne peux faire autrement que de constater, après avoir entendu le député d'Ottawa-Centre (M. Evans), qu'il ignore manifestement ce qui se passe au Canada.

J'avoue volontiers que certaines propositions budgétaires auront d'heureuses répercussions à Ottawa. Je l'avoue. Toutefois, ce qui se passe à Ottawa n'est pas forcément le reflet de ce qui se passe ailleurs. Je dis au député d'Ottawa-Centre qu'il est indispensable que ceux qui travaillent dans les coulisses à mousser un budget de cette nature s'éloignent d'Ottawa pour quelque temps et qu'ils aillent voir ce qui se passe dans l'Ouest, dans l'Est et dans les autres régions du centre du Canada.

● (1130)

Permettez-moi, toutefois, de préciser. Le député admet que le manque de productivité n'est pas un problème au Canada. À quoi sert-il alors de prévoir des stimulants à la productivité?

Ensuite, étant donné que les consommateurs ont manifestement perdu confiance et ne consomment donc plus, quelle mesure budgétaire vise à résoudre ce problème à part celle qui incitera les quelques privilégiés qui ont un REEL à s'en servir désormais pour acquérir des meubles au lieu d'une maison?